



FRANCE

Dans les écoles, un protocole « simplifié »

Jean Castex a dévoilé trois évolutions, lundi. De quoi calmer les familles mais pas le monde enseignant, alors qu'une grève est prévue jeudi

O opération déminage sur le front de l'école. A trois jours d'un appel à la grève qui résonne dans tous les cercles scolaires, des enseignants aux infirmières, des chefs d'établissement aux inspecteurs, dans le public et le privé, le premier comme le second degré, le premier ministre, Jean Castex, est venu sur le plateau du « 20 heures » de France 2, lundi 10 janvier, annoncer une « simplification » – sur trois points – du protocole de dépistage sanitaire. Ce même protocole qui concentre, depuis le retour des vacances de Noël, les critiques de la communauté éducative et des parents excédés.

Premier point, désormais, si un enfant est déclaré positif au Covid dans une classe, « on ne deman-

dera pas tout de suite aux parents de venir chercher le leur au motif qu'il est cas contact, a fait savoir M. Castex. On attendra la fin de la journée ou de la sortie scolaire ».

Deuxième inflexion : lorsqu'un enfant sera déclaré positif, ses camarades de classe, cas contacts, devront effectuer trois autotests, contre un test antigénique ou PCR suivi de deux autotests actuellement. De quoi simplifier la procédure qui a mis des milliers de familles à l'épreuve depuis le retour des vacances. La distribution des autotests, gratuits, continuera, en revanche, de se faire par le biais des pharmacies, sur présentation d'une attestation de l'école.

Troisième point : une seule attestation indiquant que l'autotest est négatif sera demandée aux fa-

milles, « une fois pour toutes »,

contre une à chaque test aujourd'hui. « Notre objectif, c'est de laisser au maximum les écoles ouvertes, parce que nous savons tous que c'est l'intérêt des enfants », a martelé M. Castex. De quoi rassurer les parents et réduire les files d'attente devant les pharmacies et les laboratoires ? Sans doute – dès lors que les autotests sont bien distribués en temps et en heure. Mais de quoi dissiper le front syndical qui, du SNUipp-FSU au SGEN-CFDT en passant par le SNES-FSU et le SE-UNSA, appelle, jeudi 13 janvier, à la grève nationale ? Rien n'est moins sûr.

10 500 CLASSES FERMÉES

Lundi soir, la tension semblait même être montée d'un cran dans les cercles d'enseignants. « Les changements annoncés ne répondent en rien à nos attentes, a



réagi Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire au primaire qui, le premier, a sonné la mobilisation. On continue de nous expliquer que plus on a de contaminations à l'école, plus on allège. C'est exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire à ce stade de l'épidémie!» Son syndicat réclame le retour à la fermeture d'une classe au premier cas de Covid identifié en son sein, comme c'était le cas avant que la situation épidémique ne s'emballa, début décembre.

À l'époque, l'éducation nationale faisait état de 9 000 classes fermées. C'est pour en réduire le nombre que la stratégie sanitaire a été modifiée, sans toucher toutefois au niveau du protocole (fixé à l'échelon 3, sur 4 dans les écoles, et à l'échelon 2 dans les collèges et lycées). Avec des résultats dénoncés, aujourd'hui, comme « incohérents » par les enseignants : si l'éducation nationale maintient son cap des « écoles ouvertes », le nombre de classes fermées ne cesse, dans les faits, de progresser. Au dire de M. Castex lui-même, elles étaient près de 10 500 dans ce cas lundi soir. « On tient là la démonstration, relève M^{me} David, de la connexion entre ce qui se joue au gouvernement – la priorité donnée à l'économie – et ce que vivent sur le terrain les enseignants. »

Même déconvenue dans les rangs du SNES-FSU, majoritaire dans le secondaire. « On demande une plus grande protection pour les collègues, et le premier ministre allège le protocole ; alors qu'on entre dans le pic de la vague, c'est une réponse hors sujet », s'énerve Sophie Vénétiay, sa porte-parole, épinglant un « côté irresponsable et "en même temps" une grande légèreté ».

Sur la forme, aussi, les représentants de la profession ne décolèrent pas. « Alors qu'une des raisons de notre indignation, ce sont les changements de pied incessants que nous découvrons dans les

médias, le gouvernement y répond par de nouvelles annonces sur un plateau télévisé », observe Stéphane Crochet, du SE-UNSA.

« DU JOUR POUR LE LENDEMAIN »

Dimanche 2 janvier, veille de la rentrée, c'est par le biais d'un entretien donné par leur ministre de tutelle au *Parisien* que les professeurs avaient appris l'évolution des règles sanitaires, « du jour pour le lendemain ». De nouvelles précisions ont été apportées jeudi 6 janvier dans la

soirée – sur les cas contacts intra-familiaux et, déjà, sur la périodicité des tests. Une réponse jugée insuffisante face à l'exaspération ambiante. La « porte de sortie » a été trouvée à Matignon, où M. Castex a fait venir ses ministres de la santé et de l'éducation, vendredi 7 janvier. Dans l'entourage du premier, on souligne que la décision des autotests est venue d'Olivier Véran. Au cabinet de

Jean-Michel Blanquer, on évoque plutôt une « décision collective » tirée des préconisations du Haut Conseil de santé publique. À l'Élysée, le mot d'ordre est « de la clarté et de la lisibilité ».

Lundi 10 janvier, M. Blanquer, qui concentre désormais les critiques, est resté à l'arrière-plan, laissant le chef du gouvernement à la manœuvre. Mais la « méthode est la même », s'agacent les professeurs : « Et c'est la troisième fois en une semaine », souligne M. Crochet.

Bien des questions agitées par la communauté éducative restent, à ce stade, en suspens. À partir de quand la « simplification » annoncée entre-t-elle en vigueur ? Dès mardi 11 janvier ? Concerne-t-elle aussi bien le second degré que le premier ? Quelle forme prendra l'attestation remise par les parents ? Cette

dernière ne risque-t-elle pas de se substituer, purement et simple-

ment, aux autotests ? En assouplissant ce dernier point, c'est le « baromètre sanitaire » que l'éducation nationale fragilise, redoutent les syndicats : « Si les familles se contentent de trois autotests, et ne passent plus par la case laboratoire ou pharmacie, les recensements [de cas positifs] par les agences régionales de santé vont diminuer mais ce sera une baisse artificielle, avance M^{me} David. Un coup de baguette magique ! »

Selon le décompte ministériel du jeudi 6 janvier, quelque 47 500 cas étaient recensés chez les élèves, et 5 600 chez les personnels. Face à ces chiffres, M. Blanquer, a reconnu, vendredi, un protocole « extrêmement difficile » à vivre pour les familles et, « çà et là, des ruptures de stocks d'autotests ». Lundi, dans la foulée des

annonces télévisées, les commentaires ne l'ont pas épargné, y compris dans cercles politiques. « Après une semaine de cacophonie et de pénurie, Jean-Michel Blanquer est désavoué en direct par son premier ministre », a déclaré le patron des députés Les Républicains, Damien Abad, tandis que Yannick Jadot, candidat écologiste à la présidentielle, a épinglé « défaut d'anticipation, cafouillage et mépris ».

A trois jours de la mobilisation, de premiers chiffres sur les intentions de grève au primaire ont commencé à circuler. La section parisienne du SNUipp-FSU avançait, lundi soir, celui de 230 écoles fermées sur 652 – estimation non confirmée par le rectorat de Paris. La section de Seine-Saint-Denis évoquait, pour sa part, au moins 300 écoles touchées, sur un total de 870. ■

MATTEA BATTAGLIA

« ON CONTINUE DE NOUS EXPLIQUER QUE PLUS ON A DE CONTAMINATIONS À

L'ÉCOLE, PLUS ON ALLÈGE [LE PROTOCOLE]»

GUISLAINE DAVID
porte-parole du SNUipp-FSU



**Une enseignante
accueille les
élèves et leurs
parents, qui
doivent
présenter une
attestation,
à l'école du
Hazay, à Cergy
(Val-d'Oise),
lundi 10 janvier.**

JULIEN DANIEL/MYOP
POUR «LE MONDE»